



Fédération
des acteurs de
la solidarité

ÎLE DE FRANCE



Synthèse Journée régionale du 26 mars 2024 :

Travailler ensemble pour relever les défis de
l'insertion professionnelles des personnes primo-
arrivantes et bénéficiaire de la protection
internationale

Avec le Soutien de :



Cofinancé
par l'Union
européenne

Action soutenue dans
le cadre du programme
FSE+ 2021-2027



PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE
*Liberté
Égalité
Fraternité*



INTRODUCTION

Le 26 mars 2024, 130 professionnel·le·s du secteur social se sont réuni·e·s à la Cité du Refuge, centre d'hébergement de la Fondation de l'Armée du Salut, à l'occasion d'une journée régionale organisée par la fédération des acteurs de la solidarité Ile-de-France sur la thématique de **l'insertion professionnelle des personnes primo-arrivantes et Bénéficiaires d'une Protection Internationale**.

Pour introduire la journée, Alain Regnier, préfet Délégué Interministériel à l'Accueil et l'Intégration des Réfugiés, nous a fait l'honneur d'intervenir pour présenter quelques éléments historiques et de perspectives, sur la question migratoire et de l'intégration des publics primo-arrivant et BPI.

Durant la première partie de la journée, des représentant·e·s du secteur de la lutte contre les exclusions, du secteur de l'hébergement ainsi que des acteur·rice·s institutionnel·le·s sont intervenue·e·s sur deux tables rondes :

- « **Quels enjeux, freins et leviers pour l'insertion professionnelle des personnes primo-arrivantes et BPI ?** »
- « **Quel rôle de l'IAE pour l'insertion professionnelle des personnes primo-arrivantes et BPI ?** »

Lors de la seconde partie de la journée, les participant·e·s ont été amené·e·s à rencontrer les porteurs de projet puis à travailler ensemble au sein de trois ateliers :

1. **L'accès au logement des personnes BPI, une nécessité pour une insertion professionnelle durable.**
2. **L'accompagnement des femmes primo-arrivantes et BPI vers l'emploi ;**
3. **Permettre l'accès à l'emploi durable des personnes primo-arrivantes et Bénéficiaires d'une protection internationale.**

Enfin, en clôture de cette journée, Sebastien Agot, Responsable du Service Insertion des jeunes et des primo-arrivants au Département Solidarités et Emploi (DSE) de la DRIEETS Ile-de-France est intervenu pour apporter le regard des services de l'Etat sur la thématique de l'insertion professionnelle des personnes primo-arrivantes et BPI.

Le présent document synthétise les échanges qui se sont tenus à l'occasion de cette journée régionale. Il n'a pas vocation à restituer ces échanges de façon exhaustive mais à en présenter les éléments saillants



ELÉMENTS D'OUVERTURE DE LA JOURNÉE

Propos Introductifs par Isabelle MEDOU-MARERE, directrice de la FAS IdF

La Fédération des acteurs de la solidarité est investie dans l'insertion professionnelles des BPI dont les actions sont notamment soutenues par la DRIEETS, du FSE et en 2021 de la DIAN. En 2018, est publié un répertoire des ressources sur l'emploi des BPI en IdF qui est transformé en guide en 2021. En 2021, le projet **PROFAIR** sur cinq régions en France a mené, notamment, à l'élaboration d'un guide à l'intention des SIAE sur l'accès à l'emploi des primo-arrivant·e·s et BPI.

Depuis 2019, la FAS IdF organise des cycles de réunions d'informations collectives qui sont renouvelées chaque année notamment sur les freins périphériques à l'emploi pour les professionnel.le.s de SIAE, sur l'apprentissage du français, etc.

L'insertion professionnelles des primo-arrivant·e·s et BPI est confrontés à de nombreux obstacles et notamment :

- Les difficultés de **renouvellement des titres de séjours qui entraînent des ruptures de parcours d'insertion**. La FAS IdF est souvent saisie par les SIAE qui peinent à maintenir une continuité de parcours du fait du non-renouvellement dans les délais de titre de séjour ;
- Les difficultés liées au **renouvellement des Attestations de Prolongation d'Instruction délivrées par l'ANEF** pour les personnes BPI.
- **Les freins périphériques à l'accès à l'emploi des primo-arrivant·e·s et BPI**. A titre d'exemple, l'accès au logement avec une crise du logement social qui impacte l'accès au logement des primo-arrivant·e·s et BPI. A Paris, le taux de rotation du parc social était de 3,8% en 2022 et devrait tomber à 3,5% pour 2023.

Un certain nombre de bonnes pratiques peuvent être mises en lumières :

- Le déploiement progressif du programme AGIR que suit avec attention la FAS IdF
- Depuis fin 2021 il existe un partenariat entre la FAS IdF, l'UNEP et Ocapiat, pour l'insertion professionnelle de personnes ayant des difficultés linguistiques salariées en insertion dans les métiers des espaces verts. Une formation technique et linguistique a été proposée, avec une entrée niveau A1, suivie d'un contrat de professionnalisation et d'une embauche dans les métiers des



ÉLÉMENTS D'OUVERTURE DE LA JOURNÉE

- espaces verts. A l'heure actuelle deux promotions ont été déployées. – Lors de la deuxième table ronde, un employeur ayant participé à ce programme témoignera ;
- De nombreux projets innovants et adaptés aux besoins qui seront présentés tout au long de la journée.

Par Alain REGNIER, préfet de la DIAIR.

Le droit d'asile est un **droit récent**, 70 ans dans le droit international. C'est aujourd'hui un **droit fragilisé**, il n'est pas certain qu'un même vote de l'ONU aujourd'hui conduise au droit d'asile international. Alain Régnier indique que nous faisons face à une remise en question du droit d'asile et de l'universalité des droits humains. Il est donc important que **l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), garantissant la liberté de circulation, figure comme principe fondamental.**

L'ONU estime que ce siècle verra 1 milliard de personnes migrer mais ces migrations, dans l'immense majorité, 90%, sont des migrations régionales ou internes à chaque pays. Depuis 10 ans, la France a vu doubler le nombre de bénéficiaire d'une protection internationale. Cependant, un tiers des demandeurs d'asile obtiennent une protection.

Alain Régnier souligne que la question de l'accès à l'emploi est complexe dans un contexte humain où la plus plupart des personnes ont besoin d'un temps de repos. Il est donc nécessaire de prendre en charge et composer une trajectoire vers l'insertion qui nécessite de s'adapter à la réalité des personnes concernées. A la suite de la crise syrienne, le gouvernement a mis en place un dispositif expérimental : le programme **HOPE**, construit avec l'AFPA et les OPCO accompagnant 1000 personnes par an. La réalisation est complexe en Ile de France face aux difficultés que représente la sortie vers le logement. Le programme HOPE continue aujourd'hui de fonctionner mais reste très masculin.

En 2017, le **PIC (Plan Investissement Compétences)** avec un volet Réfugiés voit également le jour avec pour ambition d'accompagner 30000 BPI et une approche de consortium territoriaux. La pandémie du COVID a eu un impact sur la capacité de mise en œuvre des formations, dont le volume a été plus faible que prévu mais cela a conduit à mettre en œuvre des partenariats territoriaux qui sont utiles pour le déploiement d'AGIR.



ELÉMENTS D'OUVERTURE DE LA JOURNÉE

Le dispositif **AGIR**, inspiré d'Accelair, a une approche de bon sens de faire à la fois le logement, l'emploi, l'apprentissage du français et ainsi prendre en compte la globalité des problématiques qui se posent à la personne. L'achèvement du déploiement territorial aura lieu courant 2024 avec le soutien de France Travail. Aujourd'hui le programme AGIR est dans la phase de décollage. En Ile de France, il y a un **recul de l'accès au logement avec un délai moyen d'accès au logement social de 7ans il y a quelques années à 10 ans aujourd'hui**. Alain Régnier précise que la situation est dramatique pour les BPI ainsi que pour l'ensemble de la population francilienne et qu'AGIR n'aura pas les moyens d'être une « solution miracle » qui va répondre à toutes les difficultés des personnes BPI.

Très souvent la migration est synonyme de **déclassement professionnel**. Les personnes qui arrivent et qui exerçaient une profession qu'iel ne peuvent plus exercer à l'arrivée en France, notamment le cas des professions médicales. Alain Régnier relève que des progrès ont été faits mais reste très modeste. **Les difficultés sont très importantes pour les femmes dans l'insertion**, notamment dues aux problématiques de garde d'enfants et de l'environnement compliqué.

Alain Régnier note des problématiques de fonctionnement avec les préfectures et L'OFPRA sur la délivrance des titres de séjour et la production des documents d'état civil. Le service des étrangers est le dernier service qui accueille des personnes en physique dans les préfectures mais il est à craindre qu'à très court terme, la dématérialisation soit totale. **L'ambition 100% numérique peut poser des difficultés pour les personnes précaires**. Les Etats voisins continuent à avoir des accès physique aux guichets. De nombreuses problématiques sont remontées à la DIAIR concernant notamment des perte de droits et de contrat de travail liées à l'absence de délivrance ou de renouvellement des documents administratifs. Alain Régnier rejette la négation de ces réalités et considère qu'il ne faut pas sous-estimer les conséquences qu'elles entraînent.

Enfin, Alain Régnier a conclu son propos en soulignant que du chemin a été fait pour l'accès aux droits et à l'insertion professionnel pour les personnes BPI mais il reste beaucoup de progrès à faire dans un environnement de plus en plus compliqué.



ECHANGES DE LA MATINÉE

Quels enjeux, freins et leviers pour l'insertion professionnelle des personnes primo-arrivantes et Bénéficiaire d'une Protection internationale ?

Intervenant.e.s :

- *Augustin ROGY, conseiller emploi DIAIR,*
- *Rana Moughanie, cheffe de service du programme AGIR 94 porté par le groupe SOS,*
- *Ivonne Rocha, Laurene Gautier et Chloé Moriconi du CPH de Massy géré par la Cimade*
- *Ndeye Mancadiang Bouric, responsable service insertion des publics, France Travail*

Présentation synthétique des structures

*Rana MOUGHANIE, **AGIR*** est un programme ayant lieu sur une durée maximal de 24 mois qui, à terme, a pour objectif de permettre aux personnes d'accéder à un emploi de longue durée et à un logement pérenne.

*Augustin ROGY, **la DIAIR*** est une délégation qui contribue à la fois à des actions interministérielles mais qui a essayé d'agir sur l'emploi via d'autres canaux, notamment avec réfugié.info et l'implication d'acteurs économiques.

*Ivonne ROCHA ; Laurene GAUTIER et Chloé MORICONI, le **CPH de Massy de la Cimade***, accueille des familles, personnes isolés et couples, aussi bien BPI que parents d'enfants réfugié.e.s. Sur les places CPH l'orientation se fait par l'OFII. Il y a également des places d'Alternative à l'Hôtel (ALTHO) sur orientation du SIAO. Un accompagnement global des personnes est mis en place avec pour objectif l'accès à l'emploi, l'accès au logement ainsi que l'accès à la santé ;

*Ndeye MANCADIANG BOURIC, responsable du service insertion des publics, à la direction stratégie partenariat relations de **l'agence régionale Ile-de-France de France Travail**.*



Quels enjeux, freins et leviers pour l'insertion professionnelle des personnes primo-arrivantes et Bénéficiaire d'une Protection internationale ?

Freins identifiés pour l'insertion professionnelles des personnes BPI

Sur la question des freins rencontrés par les personnes primo-arrivantes et BPI a notamment été abordée la question de **l'accès aux soins**. Ont notamment été évoqué les difficultés liées à la **barrière de la langue** mais aussi dues à des **discriminations** dont peuvent faire face les personnes. Il est difficile de se projeter dans un emploi avant d'avoir pu faire le point sur sa santé physique et psychique. Les délais d'attente sont également très longs, notamment pour les personnes ayant un handicap. A titre d'exemple, en Essonne, le délai pour une reconnaissance du handicap par la MDPH est de 1 an ce qui fait que les personnes ne peuvent pas accéder à un emploi adapté ou bénéficier de l'AAH.

Les délais pour l'obtention du titre de séjour précarisent de manière importante les personnes puisque rien ne peut être fait entre temps. Les démarches auprès de la préfecture nécessitent beaucoup de temps, les personnes sont souvent obligées de prendre un jour de congé pour des rendez-vous en préfecture parfois annulés. Cela engendre une perte de temps et une mise en difficulté vis-à-vis des employeurs. Avec la mise en place de l'ANEF, l'enjeu du numérique est de plus en plus important et son accès questionne.

Les personnes primo-arrivantes et BPI occupent souvent des emplois précaires ou leurs expériences et diplômes obtenues dans le pays d'origine ne vont pas être pris en compte. Ainsi, les intervenant-e-s plaident pour une reconnaissance des compétences acquises dans le pays d'origine et une construction du projet professionnel en fonction des souhaits de la personne.

L'accès aux formations linguistiques est également à frein à l'insertion professionnelle. Les heures de français dans le cadre du CIR n'apparaissent pas suffisantes pour obtenir un niveau de français adéquat pour l'insertion professionnelle.



ECHANGES DE LA MATINÉE

Quels enjeux, freins et leviers pour l'insertion professionnelle des personnes primo-arrivantes et Bénéficiaire d'une Protection internationale ?

Perspectives et bonnes pratiques pour une insertion professionnelle réussie

Les intervenant·e·s ont pu partager certaines initiatives mises en place en interne en réponse aux freins évoqués.

Tout d'abord il apparaît important de reconnaître que **la personne arrive avec un bagage de compétences et de savoir qu'il est nécessaire de prendre en compte ainsi que la volonté des personnes**. En prenant en compte ces éléments il faut prendre du temps pour définir le projet professionnel adapté et souhaité par la personne. Trop souvent les personnes BPI sont orientées vers des métiers en tension sans réflexion sur leurs souhaits et capacités. Prendre le temps de construire un projet professionnel avec la personne c'est également s'assurer de la pérennité de son insertion.

Concernant les perspectives apportées par AGIR il a notamment été évoquée la nécessité de **référencer les besoins en mains d'œuvre et sourcer les personnes sur les dispositifs**. A également été abordé le projet de mettre en place des événements sur le dispositif AGIR comme des jobdating pour favoriser la venue des entreprises et des organismes de formation sur le dispositif mais aussi la possibilité pour les bénéficiaires d'avoir accès à l'offre de service département sur l'accompagnement des personnes BPI.

France Travail s'organise de plus en plus dans une **démarche d'aller vers afin de repérer les personnes les plus éloignées de l'emploi**, ce qui mène à deux constat: En premier lieu, les besoins de recrutements sont importants, pas seulement dans les métiers en tensions mais également au niveau du personnel administratif ou techniques dans le milieu de la santé par exemple, Le second constat est celui de la mise en place de partenariats avec des entreprises qui sont prêtes à aller vers des publics qu'elles n'auraient pas employé directement. Ces partenariats permettent de leur faire mieux connaître ces publics. La mise en place de conseillers BPI/primo-arrivant·e·s dans les agences territoriales pourraient faciliter le parcours d'insertion des personnes ;

La mise en place de méthodes de recrutement innovantes, par exemple via le sport avec le dispositif « stade vers l'emploi » de France Travail où le sport est



ECHANGES DE LA MATINÉE

Quels enjeux, freins et leviers pour l'insertion professionnelle des personnes primo-arrivantes et Bénéficiaire d'une Protection internationale ?

pensé comme un levier : à partir d'un temps d'échange sportif anonyme s'organise un temps de recrutement. Le sport n'est pas perçu comme une priorité mais il est possible de renverser la perspective et de voir la pratique du sport comme un levier permettant le maintien en bonne santé mentale et physique ainsi qu'un outil d'apprentissage de la langue.

Les intervenant.e.s soulignent que, pour l'accueil et l'insertion des ressortissant.e.s ukrainien.ne.s, des actions innovantes et d'accompagnement global pour l'accès à l'emploi ont été menées. Les intervenant.e.s indiquent qu'il pourrait être intéressant de transposer ce qui a été fait pour les Ukrainiens à l'ensemble des BPI.

La diversité des dispositifs existants au sein des structures est à saisir afin de permettre aux personnes de bénéficier du meilleur accompagnement possible.



ECHANGES DE LA MATINÉE

Quel rôle de l'IAE pour l'insertion professionnelles des primo-arrivant-e-s et BPI ?

Intervenant-e-s :

- *Marie Guepratte, directrice ressources humaines, juridique et administrative, Refugee Food*
- *Valentine Pia, directrice du Pôle insertion & formation Refugee Food*
- *Pascal Gjura, directeur administratif, Pinson et paysage*
- *Laurine Dalzon, Emmaüs coup de mains*
- *Rachid Ouarti, Action et transition et Vice-Président IAE FAS IdF*

En Ile de France, le secteur de l'IAE propose une offre originale de parcours spécifiques, miseS en situation professionnel, développement de compétences et de formation, accompagnement social et professionnel. Les parcours se déclinent dans un grand nombre de secteurs d'activité notamment dans le BPT ; la restauration ; les espaces verts et le nettoyage mais aussi dans la culture, le numérique, la médiation fluviale. Il existe 500 structures conventionnées en Ile de France.

Présentation synthétique des structures

Refugee Food est une structure homologuée depuis 2020 spécialisée dans l'accompagnement, principalement de BPI dans les métiers de la cuisine. Refugee Food propose aussi bien un volet insertion à travers ses restaurants d'insertion, qu'un volet formation avec le programme Tournesol, formation qualifiante et Romarin, formation pré-qualifiante.

Emmaüs Coup de Main dispose de 2 ACI remobilisant sur le réemploi d'objet notamment autour de la collecte, du tri, de la réparation, de la revalorisation et de la vente. Au total l'association compte 80 salarié.es en insertion et met en place un accompagnement individualisé et global par un-e référent-e. Le public de ces ACI est majoritairement composé de personnes étrangères dont 35% de BPI et regroupe 20 nationalités.



ECHANGES DE LA MATINÉE

Quel rôle de l'IAE pour l'insertion professionnelles des primo-arrivant-e-s et BPI ?

Action et transition est une association basée dans le 15e arrondissement sur le nettoyage urbain étendu récemment sur la revégétalisations et l'aménagement d'espaces urbains extérieurs (ex : culture sur les toits). Une part importante des publics accompagnés dans l'IAE rencontrent d'importantes difficultés qui ne leur permet pas d'occuper directement un emploi. La mise en emploi est source d'insertion, de socialisation. Près de 50% des salarié.e.s en insertion sur l'association sont BPI.

Pinson paysage est une entreprise d'espace vert qui possède 15 dépôts en Ile-de-France et 530 personnes en CDI. Engagés dans l'IAE depuis plusieurs années et envers les publics BPI depuis 2 ans, en 2023 pinson a employé , 32 personnes CDD, Contra Pro, contrat intérimaire dont 5 CDI finalisé fin 2023.

Freins à l'insertion professionnelle des personnes BPI

Lors des échanges, la question des freins à l'insertion rencontrées par les publics a été abordé. Ont notamment été soulevés comme freins :

- La **barrière de la langue**;
- Le **parcours migratoire souvent très traumatique**, ce qui nécessite un vrai travail à mettre en place sur la santé mentale des personnes ;
- La question de la **réunification familiale** qui se pose de plus en plus et plus généralement l'accompagnement des personnes dans leur projet de vie, ce qui nécessite des ressources qui ne sont pas nécessairement à disposition des structures ;
- La question de **l'éloignement géographique des sites**. Les déplacements vers des sites éloignés et non accessibles en transports en commun peut freiner le parcours d'insertion.

Perspectives et bonnes pratiques

Les intervenant-e-s ont évoqué les actions qu'ils mettent place pour essayer de pallier les freins rencontrés :



ECHANGES DE LA MATINÉE

Quel rôle de l'IAE pour l'insertion professionnelle des primo-arrivant-e-s et BPI ?

Refugee Food met en place un **système de garde d'enfant** pour les personnes étranger-e-s ne disposant pas forcément de proches. Des politiques publiques sont à mettre en place sur la question de la garde d'enfant pour les personnes isolées qui représente un frein important à l'insertion des personnes.

Pour répondre à la problématique de l'apprentissage de la langue, certaines structures, comme Emmaüs coup de main, mettent en place des **heures de français sur le temps de travail au sein de leur parcours d'insertion**. Des formations en internes ou par le biais de partenaires sont proposées lors du parcours

Il est possible **d'individualiser les parcours** et ainsi déroger à la règle du contrat de 24 mois en Structure d'Insertion par l'Activité Economique, ce qui est de plus en plus demandé. De même, **considérer le salarié en insertion comme un salarié à part entière** permet d'apporter une meilleure plus-value au parcours d'insertion.

La mise en place de **groupe de paroles** afin de pouvoir exprimer son point de vue a un rôle majeur pour permettre de répondre à l'urgence mais aussi dans le partage d'expériences.

La FAS IdF organise des **réunions d'information collectives** afin de mieux faire connaître les actions et innovations et ainsi permettre une valorisation des bonnes pratiques.

Atelier 1: L'accès au logement, une nécessité pour l'accès à l'emploi durable

Avec la participation de :

- Aurélie MONÉMÉ STERN, Chargée d'orientation Mission Logement SIAO 95
- Charles-Henry BLOUIN, Responsable locatif régional Action Logement Services Placement locatif Île-de-France
- Vincent STOVEN, Responsable opérationnel GIP HIS

Présentation du SIAO 95

Le **SIAO 95** s'organise autour de deux volets : **un volet urgence (115)** et **un volet insertion (hébergement logement)** avec une mission de régulation sur le territoire. Le SIAO 95 va également **labéliser les ménages prioritaires pour leur accès au logement** dans le cadre des accords collectifs départementaux (PDALHPD). La labellisation est à deux titres :

- Simple pour tou·te·s les sortant.e.s de structure
- Action renforcée pour tous les ménages sur des places du contingent SIAO

Depuis juillet 2023, le SIAO 95 a un **dispositif de transition à destination des ménages hébergée en HUDA /CADA vers un dispositif de transition** (principalement des hommes isolés) afin de créer de la fluidité et la DEETS s'engage à faire relativement rapidement des propositions pour qu'ils puissent accéder au logement.

Le SIAO 95 propose des formations sur l'accès à du logement de droit commun et aux mesures d'accompagnement existantes ainsi que des formations plus spécifiques pour HUDA / CADA.

Présentation d'Action Logement

- Action Logement permet à tous les salariés d'une entreprise de plus de 20 salarié.e.s de se positionner sur des logements mais collecte également des fonds pour financer la construction de logements sociaux et logements. A

Atelier 1: L'accès au logement, une nécessité pour l'accès à l'emploi durable

présent, les personnes peuvent directement se positionner sur les offres de logements disponibles via la **plateforme AL'INE**. Les personnes créent directement leur dossier et une fois celui-ci complet, ont accès aux offres de logements compatibles avec leur situation.

L'attribution des logements fonctionne sur une **notion de scoring** : salarié·e·s en difficultés, personnes dont le relogement est reconnu prioritaire et urgent au titre du DALO, etc. **Action logement s'engage à attribuer 25% de ses logements aux ménages prioritaires.**

Présentation du GIP HIS

Le **GIP HIS** est un organisme public mandaté par la Préfecture de Région sur la question des personnes en situation de mal logement.

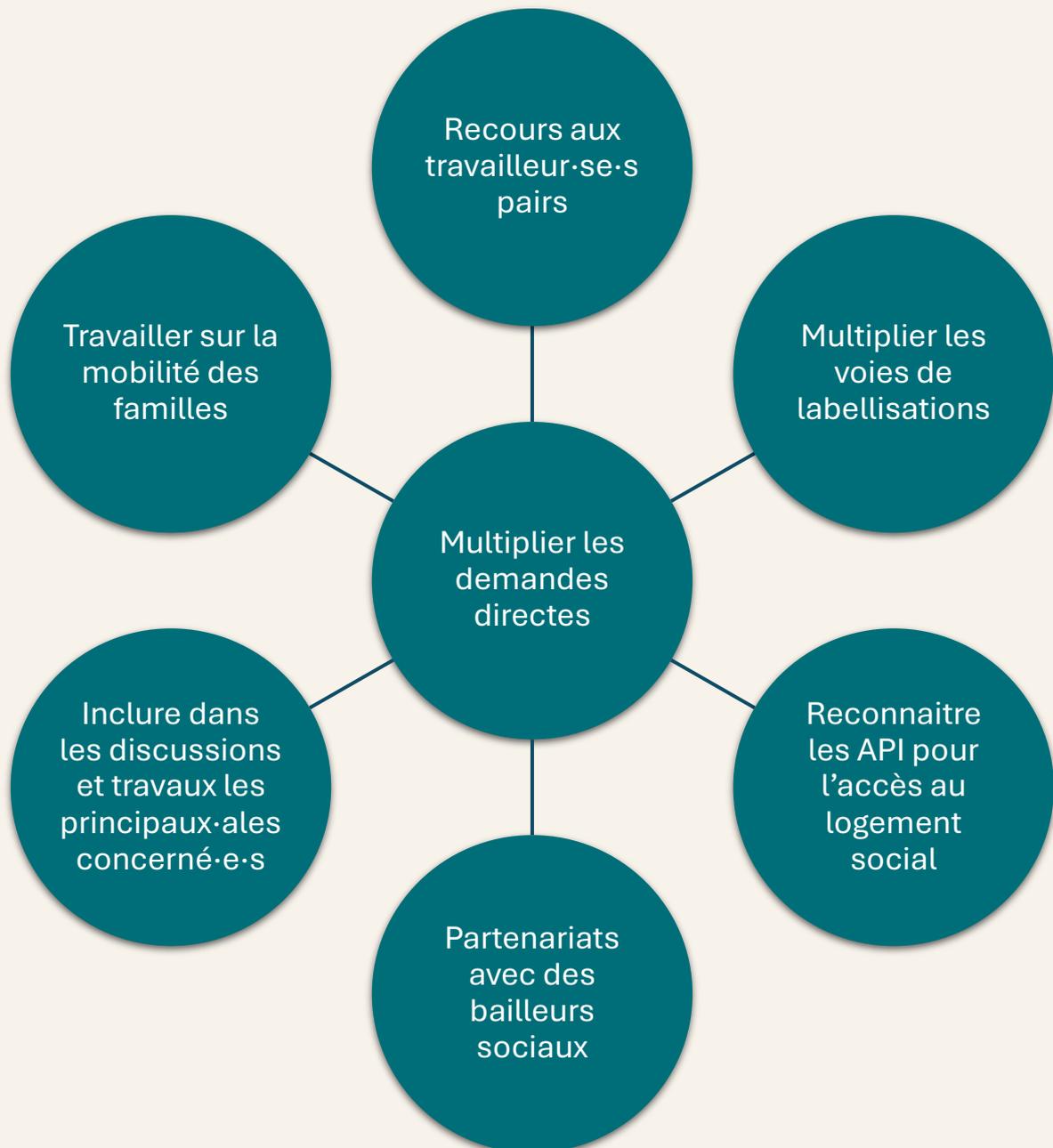
Le GIP a plusieurs missions :

- Une **mission d'intégration des réfugiés franciliens**, depuis 2018 qui consiste à faire des actions d'appui (contribution au relogement). De ce fait, le GIP vient en appui pour générer de la fluidité notamment dans les HUDA mais travaille également au déploiement du programme AGIR dans les 8 départements. En 2023 la mission représentait 623 foyers relogés.
- **Une mission de transfert de compétence**, autour d'ateliers de sensibilisation au public BPI avec les structures d'hébergement par département.
- **Une mission de mobilité nationale**, qui accompagne des ménages vers des zones moins tendues en termes d'accès au logement (Programme EMILE par exemple). Ce ne sont pas des métropoles mais des communes à basse densité.

Atelier 1: L'accès au logement, une nécessité pour l'accès à l'emploi durable

Actions déterminées par les différents groupes

Les participant·e·s à l'atelier ont été amené·e·s à identifier des actions qui pourraient être menées pour favoriser l'accès au logement des personnes BPI





Atelier 2 : L'accès à l'emploi des femmes primo- arrivantes et BPI

Avec la participation de Laure DELCROIX, ACI Terre de FEMME

L'ACI Terre de Femmes propose des mesures d'aménagement qui permettent de répondre à une partie des freins identifiés par les participant.e.s. Par exemple, les horaires de travail sont de 9h30 à 17h, ce qui laisse le temps aux femmes de déposer et d'aller chercher leurs enfants à l'école. L'ACI Terre de Femmes offre aussi la possibilité aux femmes de récupérer les heures d'absence, notamment quand les crèches ou écoles sont en grève et qu'elles n'ont pas d'autres modes de garde. Le chantier ferme pendant la deuxième quinzaine des vacances et pendant deux semaines en août afin de faciliter la garde d'enfant. Enfin, divers ateliers sont offerts aux femmes participantes, notamment de self défense, de confiance en soi, sur les droits des étrangers, droit du travail, etc.

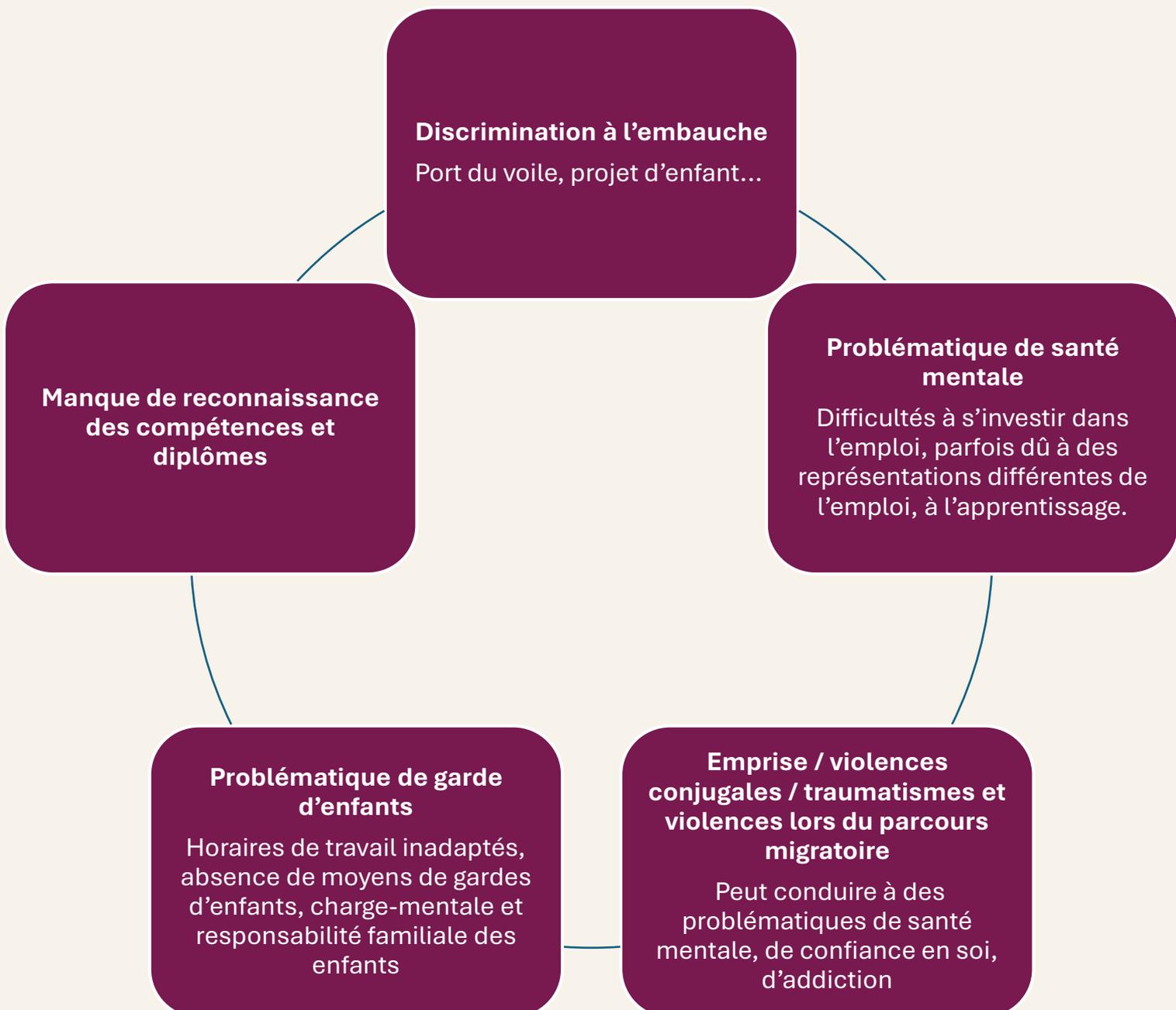
L'ACI terre des femmes fait partie du [Répertoire de projets pour l'intégration professionnelle des réfugié.e.s en Ile de France de la FAS IdF.](#)



Atelier 2 : L'accès à l'emploi des femmes primo-arrivantes et BPI

Les participant·e·s ont été amené·e·s à identifier les freins et difficultés à l'insertion professionnelle des femmes bénéficiaires d'une protection internationale.

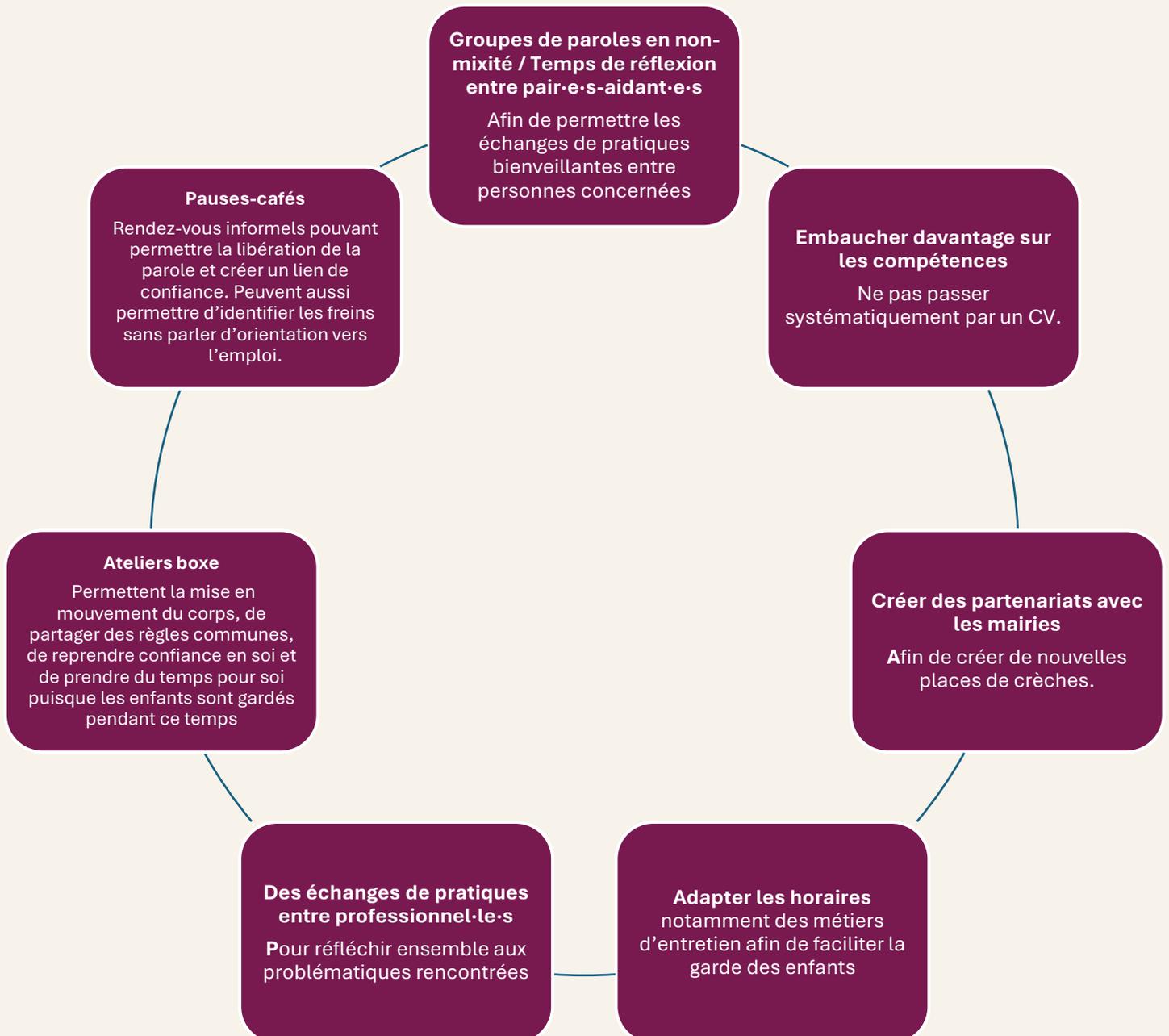
Freins et Difficultés



Atelier 2 : L'accès à l'emploi des femmes primo- arrivantes et BPI

Les participant·e·s ont été amené·e·s à identifier les actions concrètes à mettre en place pour favoriser l'accès à l'emploi des femmes bénéficiaires d'une protection internationale.

Actions concrètes à mettre en place



Atelier 3: Permettre l'accès à l'emploi durable des personnes primo-arrivantes et bénéficiaires d'une protection internationale

Avec la participation de :

- *Maverick ESSOMBE, responsable du programme SEVE emploi de la FAS idf ;*
- *Ludovic VASSEUR, Friperie solidaire ;*
- *Laureen PLANCHON, mission passerelle entreprise-IAE de la FAS idf ;*
- *Lucille DEUTSCHMENN, each one.*

Présentation du Programme SEVE Emploi de la FAS

Contact : Maverick ESSOMBE, maverick.essombe@federationsolidarite-idf.org

SEVE Emploi est un programme initié par la Fédération des Acteurs de la Solidarité en 2016. Il a pour ambition de pallier le chômage de longue durée en proposant des solutions de recrutement aux entreprises.

Le programme se matérialise en deux axes d'action :

- 1. Outillage des SIAE ;**
- 2. Placement de ces structures comme ressources identifiées pour les entreprises. ;**

L'objectif identifié est le retour à l'emploi durable (plus de 6 mois), positionné au centre de l'action des structures, autour de 4 stratégies qui composent la médiation active :

- Développement des relations avec les entreprises ;
- Développement des mises en relation et situation entre les salarié-es et les entreprises ;
- Favoriser le suivi à l'emploi (post sortie de programme) ;

Atelier 3: Permettre l'accès à l'emploi durable des personnes primo-arrivantes et bénéficiaires d'une protection internationale

- Temps dédié aux actions de médiation : position des structures d'accompagnement entre les salarié·es et les entreprises.

Témoignage de Ludovic Vasseur, Emmaüs Friperie Solidaire, ex- participant au programme SEVE

Ludovic Vasseur a rappelé que **40% des salarié-es en parcours sont étranger-ere-s, dont 60% BPI. Le programme SEVE Emploi** part du principe que le schéma habituel (lever les freins puis s'intéresser au projet professionnel de la personne) ne coïncide pas avec le délai de 2 ans alloué. Par ailleurs, il est alors constaté que les taux de sorties positives ne sont que de l'ordre de 40%.

Le Programme SEVE Emploi au sein de Emmaüs Friperie Solidaire:

- Suivi des salarié-es après leur sortie en emploi, mais également au démarrage / au fil / au terme d'une PMSMP ;
- Organisation de visite d'entreprises / employeurs au sein de l'association, pour se présenter et parfois proposer des emplois;
- L'intégration au programme SEVE Emploi s'accompagne de la mise en place d'un cycle de formation, soit 10 sessions d'une journée pour l'intégralité des permanent·e·s.

La Friperie a réalisé la **dynamisation entraînée**, de même qu'une ouverture entre les différentes fonctions, travaillant mieux autour d'un projet commun remodelé. De la prospection entreprise, via du porte-à-porte a été mise en place. Cela a permis de proposer aux personnes pour, leur premier contrat de 7 mois, des visites en entreprise, des PMSMP (une quinzaine la première année), ou toute autre forme de mise en lien avec l'entreprise. **A la suite du programme SEVE Emploi, la Friperie a constaté une augmentation à 60% du taux de sortie en emploi.**

Présentation de la mission Passerelle Entreprises – IAE de la FAS IDF

Contact : Laureen PLANCHON, laureen.planchon@federationsolidarite-idf.org

Atelier 3: Permettre l'accès à l'emploi durable des personnes primo-arrivantes et bénéficiaires d'une protection internationale

La mission Passerelle est un dispositif porté par la FAS IDF à destination des SIAE franciliennes. Elle intervient en appui aux sorties en emploi durable et au travail des CIP au quotidien, au travers de différentes modalités d'action :

- **Capter des opportunités pour le réseau de l'IAE ;**
- **Faire connaître ce vivier de main d'œuvre ;**
- **Valoriser l'accompagnement réalisé dans les SIAE.**

Il est nécessaire de réaliser un important travail de déprogrammation auprès des entreprises sur les sujets d'insertion (ex : il n'y a pas que des personnes sortant de prison) ; de même qu'un accompagnement aux changements de pratiques de recrutement.

En pratique, il est par ailleurs possible de mettre en place différents événements de job dating pour divers secteurs : espaces verts et paysage, grande distribution, restauration, ...

Enfin, la mission est force de proposition quant à la réflexion autour de la levée de freins à l'accès à l'emploi des personnes. Elle propose la création d'une ingénierie permettant la continuité du parcours d'insertion: Travail par les compétences développées en SIAE et attendues en entreprise.

Présentation d'Each One

Each One est une entreprise visant à **faciliter l'insertion des personnes BPI avec un but d'emploi durable**. Son action se décline en deux branches :

1. Recherche d'entreprises ayant des besoins de recrutement ;
2. Identification de candidat·e·s.

Une diversité de contrats (alternance, CDD, CDI) est proposée aux candidat·es, au sein d'une palette de métiers : restauration, logistique, commerce.

Atelier 3: Permettre l'accès à l'emploi durable des personnes primo-arrivantes et bénéficiaires d'une protection internationale

Les formations, d'une durée de 3 mois, sont composées de : cours de FLE, apprentissage de compétences douces, formation métier, immersion en entreprise.

Au terme de la formation, les candidat-es s'inscrivent dans un accompagnement de suivi, notamment via une communauté d'alumni (80 personnes à ce jour).

A l'instar des autres acteurs, les équipes rencontrent des difficultés concernant les prérequis demandés par les entreprises.

A noter par ailleurs : leurs programmes s'adressent – sauf exception - à un **public avec séjour régulier**.

Focus frein linguistique

Concernant les prérequis linguistiques : s'il en est un établi, quel est le réel niveau demandé ?

- **Each One** : beaucoup d'entreprises imposent elles-mêmes leur prérequis avant l'entrée en formation (souvent B1). En miroir, Each One réalise un travail de sensibilisation quant aux progrès que pourra faire la personne au cours de celle-ci ;
- **Mission Passerelle** : exemple de partenariat avec le groupe Bertrand et Hippopotamus, dans le cadre duquel une personne a pu obtenir une PMSMP, après réticence de l'entreprise du fait de la non-adéquation de la candidature avec certains prérequis. Elle a ensuite très rapidement fait ses preuves, ce grâce à ses compétences de mémorisation visuelle ;
- Il est rappelé l'existence de plateformes d'évaluations linguistiques en ligne, dont le Réseau EIF-FEL de la Ville de Paris.

Après un accompagnement de 24 mois et bien que l'apprentissage du français ait été renforcé, les personnes se retrouvent en rupture de parcours sur l'emploi du fait de prérequis linguistiques trop élevés.

- La poursuite en IAE n'est pas possible (niveau A2 requis), ni en formation (B1 demandé)
- Invisibilisation de ces publics, de moins en moins accompagnés

Atelier 3: Permettre l'accès à l'emploi durable des personnes primo-arrivantes et bénéficiaires d'une protection internationale

Les participant·e·s ont été amené·e·s à identifier les freins et difficultés à l'accès à l'emploi durable des personnes primo-arrivantes et bénéficiaires d'une protection internationale

Freins soulevés par les différents groupes :

Engagement des grosses entreprises via un pôle RSE sur du court terme

Accompagnement CIR Insuffisant

les cours dispensés par l'OFII ne suffisent pas pour acquérir un niveau adéquat à une bonne insertion professionnelle, les groupes sont souvent trop hétérogènes...

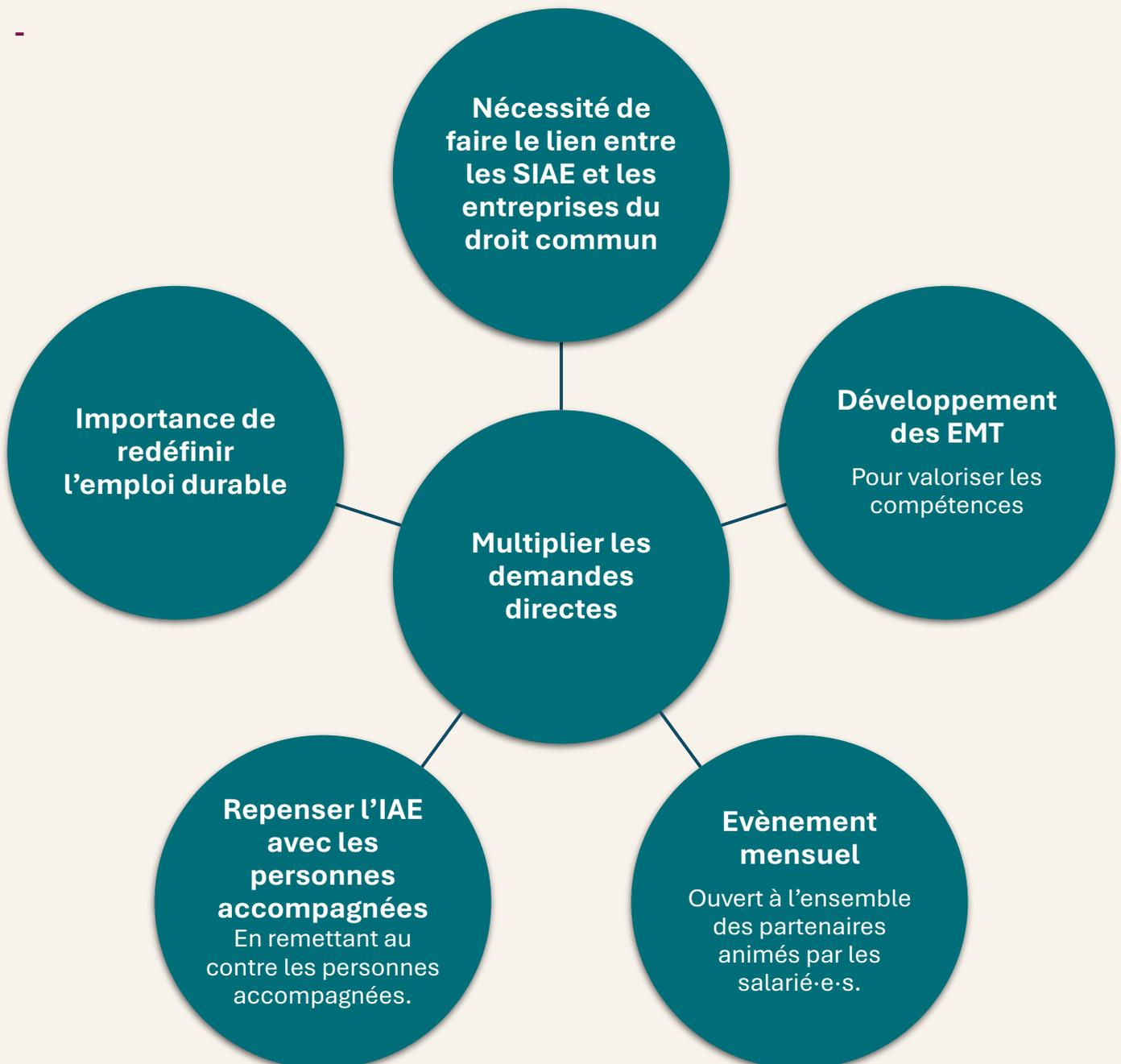
Nécessité de lier accompagnement vers l'emploi et accès au logement

Les deux problématiques étant intrinsèquement liées

Atelier 3: Permettre l'accès à l'emploi durable des personnes primo-arrivantes et bénéficiaires d'une protection internationale

Les participant·e·s ont été amené·e·s à identifier les actions favorisant l'accès à l'emploi durable des personnes primo-arrivantes et bénéficiaires d'une protection internationale

Actions déterminées par les différents groupes :





CLÔTURE DE LA JOURNÉE

Sébastien AGOT, DRIEETS IdF, responsable du service Jeunes et Primo-arrivants, DRIEETS Ile-de-France

Aujourd'hui, en Ile de France, on a 58 % des ressortissants de pays tiers dans les dispositifs d'IAE contre 28% sur le reste du territoire national. L'Ile-de-France représente aussi 40 % des signataires de CIR au niveau national. La grande majorité des personnes qui arrivent sur le territoire national aujourd'hui vont en Ile de France , ce qui entraine notamment une très forte pression sur le logement,

Sebastien Agot a souligné le fait que **les freins linguistiques sont aussi une problématique essentielle dans l'intégration des personnes primo-arrivantes** et BPI. Pour trouver un emploi, il est essentiel de pouvoir parler français et les employeurs attendent que les personnes aient un niveau suffisant pour accéder à l'emploi. Des actions sont alors mises en place par l'Etat, qui essaie de faire au mieux en vue des difficultés.

Ces dernières années, plusieurs actions ont été mise en place pour répondre à ce frein. A titre d'exemple, il y a eu une **forte augmentation des heures de l'OFII** (jusqu'à 600h). Cependant, la DRIEETS reste consciente de la difficulté de les suivre (et de leur insuffisance...) lorsque la personne, en arrivant sur le territoire trouve du travail. **Un travail est mené avec la Préfecture visant à mieux articuler les heures de l'OFII et l'insertion dans l'emploi, mais cela peut être difficile et demande du temps.** La DRIEETS Ile de France finance également un nombre important de formations linguistiques dans le cadre du BOP 104 : le BOP 104 c'est aujourd'hui plus de 500 structures qui sont financés en Ile de France par L'Etat. Les actions financées par le BOP 104 ce sont les formations linguistiques mais pas uniquement. Il s'agit aussi d'action d'accompagnement en santé mentale, ce qui est extrêmement important, avec des personnes qui ont suivi des parcours migratoires très compliqué avec des traumatismes.

Il existe de même des **problématiques de mobilité** bien qu'en Ile-de-France il y ait un réseau très performant. Des structures sont financées par le BOP 104 pour résoudre ces problèmes. Un autre frein est celui de la maîtrise du numérique. De ce fait, sont également financées aussi des structures pour améliorer l'accès au numériques des réfugié.e.s. La DRIEETS tente de prendre en compte ces problématiques dans ses actions.

Aujourd'hui en Ile de France, se déploie également le programme AGIR, qui a pour



CLÔTURE DE LA JOURNÉE

objectif d'avoir un référent unique, pour toutes les personnes qui arrivent (BPI moins de 2 ans), qui va faire la coordination entre **France Travail**, les structures du logement et qui va permettre un à un de lever les freins. Le programme, en place sur trois départements, continue à se déployer dans les autres départements franciliens.

L'objectif annoncé par Sebastien Agot est d'avoir un maximum de partenariats qui soient nouées avec France Travail, les opérateurs AGIR de nombreuses structures qui agissent auprès des personnes BPI.

L'objectif est de permettre aux personnes BPI d'accéder au droit commun, à des emplois pérennes, dans des entreprises classiques.

Il reste beaucoup à faire pour l'insertion professionnelle des personnes BPI. A l'échelle de l'Etat, des moyens déployés mais le climat budgétaire n'est pas très favorable. Toutefois les services de l'Etat tentent de déployer tous les moyens possibles pour mettre en place le maximum d'actions pour que ces publics puissent être mieux accompagnés et trouver un emploi pérenne.



REMERCIEMENTS

- **A l'ensemble des intervenant·e·s et participant·e·s ;**
- **A Alain Régnier** pour ses propos introductifs ;
- **A Sébastien Agot** pour ses propos conclusifs ;
- **A Sofia Kismoun** pour sa participation à l'organisation de la journée ;
- **A Clotilde Hoppe** pour l'organisation de la journée ;
- **A l'ensemble de l'équipe et du Conseil d'Administration de la Fédération des acteurs de la solidarité Ile-de-France.**



CONTACT :

Clotilde Hoppe, Chargée de Mission Asile
- Réfugié·e·s - Droits des Etranger·e·s
[clotilde.hoppe@federationsolidarite-
idf.org](mailto:clotilde.hoppe@federationsolidarite-idf.org)